



C.H.U.G.A
Direction des travaux et des services techniques
CS 10217
38043 GRENOBLE CEDEX 9

MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE
PETITES OPERATIONS DE TRAVAUX/RENOVATION AU CHU DE GRENOBLE
MISSION A POSTERIORI
ET INTERVENTIONS PONCTUELLES

CCTP et bordereau des prix
2026-2029

Article 1 : Objet de la consultation

Les stipulations du cahier des charges concernent les prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice de la mission de contrôleur technique pour les types d'interventions possibles suivantes :

A) Intervention globale (mission de base) : petites opérations au CHU de GRENOBLE, présentées à l'article 3 ci-après.

Mission réalisée dès la conception

Dans ce cadre les missions confiées au contrôleur technique sont :

- Mission L (solidité des ouvrages et des équipements indissociables)
- Mission S (conditions de sécurité des personnes dans les constructions, réglementation ERP/IGH, code du travail et habitation...)
- Mission PS (relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme)
- Mission P1 (relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés)
- Mission LE (relative à la solidité des existants).

Les missions ci dessus relèvent de la NFP 03-100

- Mission PV (relative au recollement des pV d'essais à la charge des entreprises et avis sur ces PV)

Cette mission fera l'objet d'un Rapport de Vérification Après Travaux (RVRAT) et d'une attestation solidité à froid, quelque soit le classement du bâtiment code du travail, ERP, IGH. Ce rapport devra être remis dans un délai de 14 jours ouvrables suivant la fin de la mission.

A-1) Mission globale réalisée après réception des travaux, regroupant plusieurs « micro » chantiers, mission réalisée à posteriori, présentées à l'article 3-1 ci après.

Dans ce cadre les missions confiées au contrôleur technique sont :

- Mission L (solidité des ouvrages et des équipements indissociables)
- Mission S (conditions de sécurité des personnes dans les constructions, réglementation ERP/IGH, code du travail et habitation...)
- Mission PS (relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme)
- Mission P1 (relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés)
- Mission LE (relative à la solidité des existants).

Les missions ci dessus relèvent de la NFP 03-100

Cette mission fera l'objet d'un Rapport de Vérification Après Travaux (RVRAT) à posteriori et d'une attestation solidité à froid.

B) Intervention ponctuelle : installations électriques suite à travaux

Dans ce cadre d'intervention, la mission confiée au contrôleur technique est :

- Mission S (conditions de sécurité des personnes dans les constructions, réglementation ERP/IGH, code du travail et habitation...)

C) Intervention ponctuelle : installations techniques suite à travaux

Dans ce cadre d'intervention, la mission confiée au contrôleur technique est :

- Mission S (conditions de sécurité des personnes dans les constructions, réglementation ERP/IGH, code du travail et habitation...)

Les installations concernées sont :

- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipement de désenfumage.
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbure liquéfiés
- Les conduits de fumée
- Les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades
- Les portes automatiques
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz
- Les installations de fluides médicaux
- Les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants
- Les gardes-corps et fenêtres basses.
- Les échafaudages et escaliers d'accès aux chantiers

D) Mission Hand

- **Mission hand** (relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, décret 2006-555 du 17/05/2006, attestation de conformité à établir en fin de travaux)

Article 2 : Conditions d'exécution du contrôle, généralités

L'organisme de contrôle devra être titulaire des agréments ministériels pour exercer les missions dans les ERP et IGH

Le contrôle interviendra suivant **les conditions du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, et à la NFP 03-100 et les conditions ci dessous.**

Dans le cadre des missions mentionnées ci-dessus les ouvrages, équipements, et installations à vérifier sont tous ceux indiqués dans la norme NFP 03-100.

A l'issue de chaque phase, conception, exécution, et vérification, les courriers, rapports, avis devront être fournis dans un **délai de deux semaines** à compter de la réception du dossier ou des interventions considérées. Ces documents sous forme informatique seront transmis par tout moyen permettant d'en attester la date.

En cas d'urgence par rapport à l'exécution et au planning, le maître d'ouvrage devra être informé par téléphone et messagerie.

RVRAT et attestation solidité à froid : ils seront transmis sous forme informatique et sous forme papier en 1 exemplaire, ces documents seront signés.

Celui ci devra être présent **aux réunions programmées par le maître d'œuvre ou maître d'ouvrage** et aussi à l'occasion des opérations dont l'exécution est particulièrement importante pour la qualité de l'ouvrage.

La participation du titulaire, à ces réunions, pourra être requise par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. (Spécialiste en électricité, courant faible, thermique, fluides, etc...).

Le contrôleur technique doit signaler au Maître de l'Ouvrage, dès qu'il peut en avoir connaissance, toute disposition technique prévue qui n'entrerait pas dans le champ d'application des techniques de construction traditionnelles (D.T.U), voire ne bénéficierait pas d'avis technique. Il vérifiera que les travaux relevant d'un avis technique sont exécutés conformément aux éventuelles prescriptions complémentaires de l'Association Française des Assureurs Construction (A.F.A.C.) permettant de conclure à un « risque normal » (dernière liste publiée à la date de signature des marchés de travaux).

L'action du titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et des travaux.

Les observations et avis techniques doivent être précis et utilisables par le maître d'ouvrage et les intervenants à l'acte de construire. Le contrôleur doit rappeler la proposition soumise à son appréciation, le référentiel applicable, et exprimer de manière explicite sa position sur le sujet. Les observations et avis seront émis en indiquant la référence par rapport aux documents/Lots techniques, pages du document, et articles concernés. **Elles devront indiquer les écarts en plus ou en moins vis à vis des textes réglementaires**, pour permettre au maître d'ouvrage de décider en toute connaissance de cause.

Les opérations soumises aux dispositions du présent marché sont des opérations distinctes les unes des autres qui seront étudiées ou exécutées de façon échelonnée ou simultanée : les interventions du contrôleur technique seront organisées en conséquence.

Chaque opération pour laquelle une mission de contrôle technique sera commandée fera l'objet d'un bon de commande émis par le maître d'ouvrage qui entraînera le début de la mission.

Rappel sur les actes à prévoir dans le cadre des missions confiées

a) Dans le cadre de la mission L, l'attestation de solidité à froid à la charge du contrôleur technique prévu dans le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 sera transmis au maître d'ouvrage à la réception des travaux (annexe au rapport de mission S).

b) Les actes suivants seront en outre prévus dans la mission S:
Assistance technique pour renseigner (et adapter) la notice descriptive de sécurité simplifiée suivant **modèles**, (IGH ou ERP) CHU auprès du maître d'œuvre.

Rédactions du rapport de vérification incendie article par article et conformément aux articles GE (A du 28 mars 2007).

La notice sera contre-signée sous la mention « vérifié par l'organisme agréé » conformément à la demande d'autorisation .

Vérification initiale des installations électriques suivant article 53 du décret n° 88-1056 du 14 novembre 88 (protection des travailleurs contre les courants électriques).

Vérification technique des installations modifiées dans le cadre du projet.

Pour mémoire, dans l'IGH, la vérification du potentiel calorifique ne fait pas l'objet de la mission du contrôleur technique.

Pour info et rappel : vérification des gaz médicaux suivant articles U, NF-EN 737/3 et NFS 90-155.

Pour info et rappel : la vérification des dispositions relative à la protection contre les rayonnements ionisants, assistance, dispositions constructives et vérification. (décret du 20 juin 1996, du 02/10/86 et leurs arrêtés d'application) fait partie de la mission S.

c) Dans le cadre de l'assurance dommage ouvrage les actes suivants seront prévus :

Avis sur les dossiers de consultation des entreprises, et rapport final.

Emission d'un compte rendu par voie dématérialisée : le courriel sera privilégiée et ce à l'issue de chaque visite.

L'émission du compte rendu sera adaptée en fonction du degré d'urgence; en cas d'urgence, le téléphone sera utilisé.

Intervenants

Les intervenants devront être "agréé" par le CHUGA.

Tout changement d'intervenant devra être signalé au CHU et recevoir son accord. Tout changement sans l'accord du CHU pourra interrompre l'intervention de la mission de contrôle technique.

Le contrôleur technique chargé des opérations (généraliste) sera l'interlocuteur privilégié au sein du CHU et sera le coordinateur des différents intervenants de l'organisme de contrôle.

A compléter

Nom du contrôleur technique chargé des opérations (généraliste):

Qualification à joindre :

Nom du contrôleur technique chargé des installations électriques :

Qualification à joindre :

Obligation de l'organisme à faire lire et signer le cahier des charges (présent document) par les intervenants.

Les intervenants pressentis ci-dessus certifient avoir pris connaissance du cahier des charges, permettant de connaître les dispositions à respecter dans le cadre de leurs missions.

Contrôleur technique chargé des opérations (généraliste):	Contrôleur technique chargé des installations électriques
Nom :	Nom :
Date :	Date :
Signature avec la mention manuscrite suivante « certifie avoir pris connaissance du cahier des charges »	Signature avec la mention manuscrite suivante « certifie avoir pris connaissance du cahier des charges »

Confidentialité

L'entreprise s'engage à informer les personnels intervenant au sein du CHU de Grenoble qu'ils sont tenus au respect de la confidentialité, c'est-à-dire à ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

Article 3 : Présentation des opérations, mission globale.

Restructuration et aménagements ponctuels de locaux (regroupement possible d'opérations), remplacement d'installations techniques non liées à des travaux de restructuration ou d'aménagement, changement d'affectation, ouvrages répétitifs...

Mission de contrôle comprenant les phases : conception – exécution – vérification.

- Nombre prévisionnel d'affaires à traiter, donné à titre indicatif : 1 à 20 affaires par an
- Montant estimatif des travaux (hors équipements médicaux), donné à titre indicatif : 2 000 à 800 000 Euro HT par affaire. En fonction du type de chantier, ce montant pourra être réévalué d'un commun accord avec l'organisme de contrôle.
- Durée estimative du travail, donné à titre indicatif : 1 à 24 mois, sauf ouvrage répétitif dont la durée peut être supérieure, ou planning par phase avec interruption en fonction des utilisateurs.
- Catégorie de bâtiment : *IGH, ERP de 5^e, 4^e, 3^e, 2^e et 1^{er} groupe*

Article 3-1 : Présentation des opérations, vérification a posteriori.

Cette mission n'entre pas dans le cadre des opérations mentionnées ci-dessus, elle est déclenchée par le maître d'ouvrage à la demande de la commission de sécurité incendie, et regroupe plusieurs « micro » chantiers.

Ces « micro » chantiers correspondent à des aménagements limités et ne remettent pas en cause la sécurité générale du bâtiment, à titre d'exemple ces modifications portent sur des rajouts ou suppressions ponctuelles de cloisons, de porte...

Cette mission comprendra une visite sur site, et l'émission du rapport RVRAT pour l'ensemble des « micro » chantiers. Elle pourra comprendre jusqu'à 10 micro chantiers.

Article 4 : Intervention du contrôleur technique.

Sur bon de commande par opération, et suivant le type d'interventions prévu à l'**Article 1 en A) B) C) et D)**.

Article 5 : Rémunération du contrôleur technique

Elle est définie à l'article 4 du CCAP.

Nota : les éléments ci-dessous, sont donnés à titre indicatif, la rémunération du bureau de contrôle sera basée principalement sur la complexité technique des projets. Le prix est à considérer comme une moyenne pour l'ensemble des opérations.

Nota : il n'y a pas de rémunération minimum en fonction du nombre d'affaires, celui-ci étant donné à titre indicatif.

Facturation

La facturation pourra se faire à l'issue des phases, conception/ exécution/ vérification pour chaque opération → se référer à l'article 7 du CCAP.

Pénalités :

Les présentes dispositions sont définies et rappelées par ailleurs à l'article 13 du CCAP

Article 6 : Equipe de Maîtrise d'œuvre :

Direction des Services techniques, ou maîtrise d'œuvre extérieure.